

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 10 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ALSETEX SAE (Groupe LACROIX)

Usine de Malpaire
72300 PRECIGNE

Références : 2022-640_INSP_ALSETEX_Precigné_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement ALSETEX SAE (Groupe LACROIX) implanté Usine de Malpaire 72300 PRECIGNE. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSETEX SAE (Groupe LACROIX)
- Usine de Malpaire 72300 PRECIGNE
- Code AIOT : 0006301388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SAE Alsetex exploite sur la commune de Précigné des installations pyrotechniques.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Action nationale 2022 sur les sites Seveso seuil haut : la sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	stockage de la nitrocellulose en sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I	/	Sans objet
8	mise à disposition des locaux avant intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
3	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
4	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	contrôle des travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de sous-traitance sur le site d'Alsetex à Précigné sont prévues et décrites à travers des instructions, fiches, plans de prévention et permis de travail qui contiennent l'essentiel des éléments pour la gestion de ces opérations particulières. La vérification de l'application de ce système, le jour de l'inspection sur une opération de sous-traitance en cours, a permis de conclure à des opérations globalement bien gérées avec néanmoins deux points de vigilance concernant la mise à disposition des locaux et le contrôle après opérations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant avait transmis préalablement à la visite la liste des entreprises extérieures qui étaient intervenues au cours des derniers mois. L'exploitant a bien connaissance du personnel des entreprises extérieures présentes sur le site. Il n'y a pas de distinction avec celles qui sont susceptibles d'être impliquées dans la prévention et le traitement d'un accident majeur, hormis par le fait qu'un item spécifique est précisé quand il s'agit d'une intervention sur une mesure de maîtrise des risques. En outre, tous les intervenants reçoivent une formation à la sécurité liée aux spécificités du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les modalités d'interface avec le personnel sous-traitant sont explicitées à travers différents documents, en particulier deux documents que sont la fiche d'instruction IN SSE P36_02 entreprises extérieures : gestion des entreprises extérieures ainsi que le plan de prévention. Afin de vérifier, par sondage, la bonne application des instructions, nous avons consulté le plan de prévention (PdP) n°6/2022 du 31/12/2021 qui avait été établi pour l'entreprise intervenant ce 7 octobre 2022 sur le site d'Alsetex. Il y est bien précisé les limites d'intervention avec les dates de début et de fin d'intervention (16/01/2022 pour 1 année) et de fin (1 an) ainsi que le lieu de l'intervention, ici l'ensemble du site. Le PdP comprend aussi la liste des entreprises extérieures qui pourront intervenir (avec leurs sous-traitant quand il y en a). Le PdP recense les 14 différentes phases d'activités dangereuses ainsi que les mesures de prévention prises en concertation (balisage, circulation, travaux par points chauds, ...). Les informations générales comprennent les véhicules et les engins qui pourraient entrer sur le site (avec la précision qu'un extincteur 2kg à poudre est alors nécessaire). Le PdP rappelle le numéro d'urgence à composer et depuis quel appareil il doit être effectué. Les mesures de prévention sont précisées. La fiche d'instruction IN SSE P36/02 précise à l'étape 9 que le donneur d'ordres (un service de l'entreprise Alsetex) doit s'assurer après la fin de l'intervention et avant le départ de l'entreprise extérieure que toutes les mesures ont bien été prises pour laisser la zone en état de sécurité et que toutes les prescriptions d'ordre et de propreté ont été respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Le plan de prévention, qui est signé par l'entreprise extérieure, contient un chapitre sur l'attestation de formation reçue dans le domaine SSE (santé sécurité environnement). Le plan de prévention pour l'intervention dans le local S119 a bien été signé le 05/01/2022 par l'entreprise qui intervient sur le site ce 7 octobre 2022. Le personnel susceptible d'intervenir est désigné nominativement: 2 personnes dans ce cas. Le jour de l'inspection, nous avons vérifié que le salarié qui intervient en tant que sous-traitant dans le local du bâtiment S119 est bien une personne qui a signé le plan de prévention. Afin de vérifier qu'il a bien assimilé les formations qu'il a reçu concernant la sécurité pour son intervention, nous le questionnons sur sa connaissance des risques dans le local où il travaille et sur la conduite à tenir en cas d'incident. Ses réponses confirment sa bonne prise en compte des réflexes à adopter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Constats : Dans le principe général du fonctionnement souhaité par la société Alsetex, il n'est pas prévu que le personnel sous-traitant intervienne activement en cas d'accident. Le constat que nous avons pu faire lors de la visite est que le personnel sous-traitant était équipé d'un dispositif de travailleur isolé qui permet aussi de communiquer pour signaler toute situation particulière. Le sous-traitant présent le jour de l'inspection indique néanmoins qu'il a déjà participé à un exercice de situation d'urgence. De façon générale, l'exploitant nous indique qu'il n'est pas prévu d'exercice POI spécifique avec les entreprises sous-traitantes.</p> <p>Observations : Un exercice de gestion de situation d'urgence axé spécifiquement sur une intervention sous-traitée pourrait être prévu et réalisé afin de tester les interactions entre le personnel sous-traitant et le système mis en place par l'exploitant.</p> <p>Nous faisons aussi la remarque que dans le module de formation destiné aux sous-traitants, les modalités d'initiation spécifiques des produits pyrotechniques ainsi que les effets associés pourraient aussi être intégrés afin d'informer le personnel sous-traitant sur l'origine de certaines interdictions d'utilisation d'objets particuliers (objets fumeur, téléphone portable, outils générateur d'électricité statique ...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation/ MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : Concernant la sélection des sous-traitants qui pourraient intervenir sur une MMR, l'exploitant indique qu'une fiche spécifique (SUP SSE P25) précise que les travaux concernent une demande d'intervention sur une mesure de maîtrise des risques. Le permis de travail précise aussi spécifiquement et en gras : "l'intervention est sur une MMR (mesure maîtrise des risques) " et le renvoi à l'instruction SUP SSE P25. Nous n'avons pas examiné de fiche d'intervention sur une MMR mais le système mis en place par l'exploitant intègre cette spécificité. Les mesures de maîtrise des risques (MMR) sont définies dans la procédure PR SSE P03/05 mise à jour le 07/09/2022. On peut noter les MMR : maintien d'une zone coupe-feu autour des bâtiments, débroussaillage des zones coupe-feu, bornes incendie, moyens mobiles d'extinction, présence d'une protection foudre, ...</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : contrôle des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Nous constatons, dans le local 17 du bâtiment N32, des trous de réserves d'anciens tuyaux enlevés qui ne sont pas rebouchés. Ce local est sous atmosphère de température et d'hygrométrie spécifique. Nous émettons donc des réserves sur le contrôle qui a été fait suite aux travaux dans ce local.
Observations : L'étanchéité du local 17 du bâtiment N32 devrait faire l'objet de travaux d'amélioration pour les réservations non rebouchées dans le mur. L'exploitant devrait aussi analyser pourquoi le contrôle après travaux n'a pas identifié ces réserves à reboucher et quelles mesures il propose pour éviter que celui ne puisse se reproduire. Il peut aussi être pertinent d'examiner à l'occasion les mesures susceptibles d'être prises afin d'améliorer l'efficacité énergétique du chauffage du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : stockage de la nitrocellulose en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.
Constats : L'utilisation de la nitrocellulose nécessite son déconditionnement.
Observations : Les conditions de stockage de la nitrocellulose dans son local devraient permettre d'assurer, qu'en toute circonstance de chaleur et d'hygrométrie, les conditions nécessaires au respect de ses caractéristiques non explosives soient bien respectées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : mise à disposition des locaux avant intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, mise à disposition pour travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Dans le local S119 où intervient l'entreprise sous-traitante, nous constatons dans un meuble au fond du local des restes d'enveloppes métalliques ayant visiblement été soumis à la corrosion des étuves, objet des tests du local. Ces pièces métalliques comportent des résidus granuleux d'aspect blanchâtre pouvant donc laisser supposer la présence d'oxydation du métal ou tout autre élément pouvant aller jusqu'à des résidus de produits chimiques voire pyrotechniques. Ce meuble contient aussi des emballages vides inutiles et qui pourraient être source combustible pouvant alimenter un incendie. Il n'est pas constaté de produits pyrotechniques dans le local. Le permis de travail daté du 27/09/2022 et valable pour la journée du 7 octobre 2022 indique bien les travaux à exécuter (remplacement d'une carte électronique) , les matériels utilisés, les mesures à prendre. Il y est indiqué les risques dans le secteur ou le dépôt : présence de produits pyrotechniques à évacuer. Afin d'éviter la confusion avec des résidus pyrotechniques et limiter la présence de combustible, ce meuble devrait être vidé. Les opérations de mise à disposition des locaux contenant ou ayant contenu des matières pyrotechniques devraient faire l'objet de recensement plus détaillé dans les opérations de nettoyage préalables aux opérations de travaux. Nous examinons aussi le permis de travail établi lors de la vérification thermographique du 27/03/2022 sur l'ensemble du site. Il est indiqué un mode opératoire et un plan joint que n'avons pas consulté. Il est aussi précisé la présence de produits pyrotechniques à isoler, à délimiter ainsi que les balisages des voies à emprunter. Il est aussi précisé un accompagnement permanent par un technicien maintenance. Avant mise à disposition de locaux contenant des matières pyrotechniques, l'exploitant utilise une check-list de dépollution pyrotechnique. Nous constatons que cette check-list n'est pas conservée pour attester des opérations effectuées.
Observations : De façon générale, et au vu du constat du contenu du meuble dans le local S119, les opérations de mise à disposition des locaux contenant ou ayant contenu des matières pyrotechniques devraient faire l'objet d'un recensement plus détaillé des opérations de nettoyage préalables aux opérations de travaux. Les "check-lists de dépollution" qui ont servi à ces opérations préalables aux interventions devraient être conservées pour attester de leur réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet